Pas d'année blanche

Le Bac de la session 2019-2020 aura bien lieu

Page 3

LE JOUR D'ALGERIE

Votre quotidien national

Virus/En 24 heures

141 nouveaux cas de contamination et 6 décès

Page 2

Pour faire face à l'épidémie

Djerad appelle les citoyens à plus de prudence

Page 3

Prudence sur toute la ligne

Par Mohamed Habili

On se posait l'autre jour la question de savoir quel chiffre devrait le plus compter en vue de la levée progressive des mesures de confinement : celui des décès en 24 heures, qui lui est depuis quelques jours inférieur à 5, ou celui des nouveaux cas de contamination, qui oscille ces derniers jours autour de 150, après avoir semblé un temps bloqué sur 120. Il y a moins d'une semaine, il a même bondi à 199 avant de redescendre à son nouveau palier. De sorte qu'on ne peut exclure l'éventualité d'un nombre de décès tombant quasiment à zéro et s'y maintenant mais qui soit couplé à un nombre de cas de contamination qui lui en revanche continue sa progression, pour dépasser les 200 par jour, sinon davantage. Si c'est vers un scénario de ce genre que nous nous acheminons, celui-ci a le temps de se préciser avant le 14 mai, le jour où expire la deuxième période de confinement. Dans notre cas, le déconfinement, progressif ou total, suppose trois choses : la réouverture des écoles et des mosquées, et la reprise des transports en commun. Le retour à l'activité dans les autres secteurs peu ou prou à l'arrêt ne pose pas les mêmes difficultés ni ne représente les mêmes dangers de relance de l'épidémie que ces trois réouvertures, dont deux au moins, celle des écoles et des transports publics sont liées. Bien entendu, on ne peut exclure qu'une autre prolongation du confinement soit décidée si d'ici le 14 mai une recrudescence de l'épidémie est constatée, encore que cette hypothèse ne semble pas la plus forte.

Suite en page 3

Coronavirus et commerces, Bac, logements, crise

Les clarifications de Abdelmadjid Tebboune

Ph/D. R.

nLe président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'est exprimé vendredi soir, lors d'une entrevue accordée à des responsables de médias nationaux sur plusieurs sujets d'actualité liés à la crise sanitaire et la vie économique et politique du pays. Lire page 2

Regards

Risque de propagation de la pandémie

Ces compatriotes indisciplinés qui nous inquiètent

Page 4

Pétrole

Les cours repartent à la hausse avec l'entrée en vigueur de l'accord Opep+

Page 5

Coronavirus et commerces, Bac, logements, crise pétrolière...

Les clarifications de Abdelmadjid Tebboune

■ *Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'est exprimé vendredi soir, lors d'une entrevue accordée à des responsables de médias nationaux sur plusieurs sujets d'actualité liés à la crise sanitaire et la vie économique et politique du pays.*

Par Meriem Benchaouia

Ph/D. R.

Lors de cette rencontre, diffusée par la Télévision et la Radio nationales, le chef de l'Etat a affirmé qu'il envisagerait de durcir les mesures de confinement face à la propagation de la pandémie de coronavirus. Le président a fait état de la fermeture éventuelle des commerces autorisés à reprendre l'activité au début du ramadhan, s'il s'avère qu'ils sont à l'origine d'une hausse dans la propagation du virus Covid-19. Il a précisé que «le gouvernement a répondu favorablement aux demandes de l'Union générale des commerçants et des artisans algériens dans une tentative de rattraper le retard de la vie économique. «Cependant, si cela met en péril la vie des citoyens, nous n'hésiterons pas à fermer à nouveau les commerces et reviendrons à plus de rigueur dans l'application du confinement, sachant que nous sommes arrivés presque à la fin de la pandémie», a-t-il assuré. Le gouvernement avait décidé, au début du ramadhan, l'extension de la liste des commerces pouvant rouvrir, tels que l'habillement et les gâteaux traditionnels. Néanmoins, certains locaux ont enregistré une grande affluence, sans respect des mesures sanitaires, une situation que le Président Tebboune a estimé «incompréhensible». «Nous avons tenté d'établir un équilibre entre le confinement et ce qui peut être protégé de l'économie nationale. Nous avons relancé certaines activités jugées nécessaires par le gouvernement, mais le problème n'est pas tant l'allègement ou la réouverture de certains magasins que le comportement des citoyens», a-t-il estimé. Le président a relevé, dans ce sens, un «lien organique» entre les autorisations octroyées pour ces activités commerciales et la hausse du nombre de cas de Covid-19 enregistrés durant les derniers jours, promettant de «pallier la situation». La fermeture des magasins rouverts au début du mois de ramadhan est devenue «une revendication populaire» après la hausse du nombre de cas de Covid-19 enregistrée récemment, a-t-il fait savoir. «C'est impossible d'imaginer le nombre important des appels protestant contre la réouverture de certains magasins. Notre mission et notre engagement est de protéger le peuple».

L'Etat prendra en charge les personnes touchées par crise sanitaire

Abdelmadjid Tebboune a affirmé que l'Etat prendra en charge les industriels et les commerçants ayant enregistré des pertes en raison du Covid19 ainsi que toute personne ayant perdu sa source de revenu du fait de cette pandémie. «Nous disposons de moyens d'évaluation et de contrôle. Nous prendrons en charge toute personne ayant perdu sa source de revenu, notamment les journaliers», a-t-il fait savoir. Faisant état d'instructions données afin de procéder à «un véritable recensement des personnes touchées», le Président Tebboune a déploré, par ailleurs, l'absence de statistiques précises concernant l'économie nationale.

Pas d'année blanche, le baccalauréat maintenu

Sur un autre chapitre, le président de la République a affirmé que l'examen du baccalauréat pour l'année scolaire en cours «sera maintenu et il n'y aura pas d'année blanche», ajoutant que les mesures à prendre à cet effet restent tributaires de l'évolution de la situation sanitaire. Le président a tenu à préciser qu'il n'interviendrait pas dans ces mesures, qu'il s'agisse de la définition du seuil des cours ou d'autres solutions, précisant que «cette décision reviendra aux enseignants et aux responsables du secteur».

Les réserves de change consommées lentement grâce à «l'élimination» de la surfacturation

Le président a affirmé que la cadence de consommation des réserves de change du pays sera moins rapide que les années précédentes, grâce à «l'élimination» du phénomène de la surfacturation et du surcoût des projets en Algérie. Il a déclaré, en réponse à une question sur les raisons de l'optimisme qu'il affiche sur la possibilité de sortir de la situation économique que traverse le pays en raison du Covid-19 et la chute des prix du pétrole, que les raisons de cet optimisme sont la stabilité des réserves de change en Algérie. «Nous avons éliminé le phénomène de la surfacturation et avons réussi, partant, à préserver près de 30 % de nos réserves de change», a soutenu le président de la République.

La crise pétrolière est conjoncturelle

A propos de la crise pétrolière que traversent l'Algérie et le reste des pays producteurs de pétrole, le président a assuré que c'est «une crise conjoncturelle et non structurelle» «La roue de l'économie mondiale est ralentie en raison de la pandémie et sera relancée prochainement», a-t-il déclaré. La roue de l'économie en Chine a connu une relance en dépit de la non-augmentation de la consommation pétrolière de ce pays et ce, en raison de ses réserves importantes, a-t-il poursuivi. Il a estimé, à ce propos, que «même si la relance de l'économie mondiale était de l'ordre de 20 % seulement, les prix du pétrole augmenteront». Certes, la crise sanitaire et pétrolière a créé en Algérie «une situation difficile, mais loin d'être catastrophique», a assuré le Président Tebboune. Pour le président de la République, «l'Algérie pourra avoir dans deux années une croissance économique forte pour peu que des hommes d'affaires intègres s'impliquent».

Les projets de logements maintenus

Le Président Tebboune a affirmé que les projets de logements ne vont pas s'arrêter en dépit des difficultés financières auxquelles fait face le pays, suite à la chute des cours du pétrole. Il a précisé que «les projets de logements ne s'arrêteront pas», soulignant son «engagement dans ce sens».

Assurant que «la question du logement est l'un des éléments les plus importants du programme du développement humain en Algérie», le président de la République a affirmé que les projets seront relancés «sans aucun problème», avec la mobilisation des assiettes foncières nécessaires. «Ces projets seront encore moins coûteux qu'on ne le pensait», a-t-il dit.

Accélérer le changement politique

Au volet politique, le président a mis en avant l'impératif de «passer à la vitesse supérieure dans le changement politique, en vue de parvenir à des institutions fortes et nouvelles de l'Etat algérien». A ce propos, il a annoncé avoir donné des instructions pour entamer l'impression de la mouture de la révision de la Constitution et l'envoyer aux acteurs politiques, la société civile et aux médias pour débat et enrichissement, et ce, dès la semaine prochaine. Cette démarche, a-t-il expliqué, vise à «éviter la perte de temps même en cas de prolongement du confinement imposé actuellement du fait de la propagation du Covid-19». Il a fait état, dans ce sens, «d'avancement» dans le processus de révision du code électoral, précisant qu'«une commission spéciale veille à son élaboration pour que l'Algérie ait d'ici la fin de l'année d'autres institutions solides». Un processus que le président s'est engagé à mener à son terme. Misant pour l'avenir sur la société civile qu'il a appelé à «prendre les choses en main», il s'est engagé à lui «redonner son mot à dire dans la gestion».

La liberté d'expression est garantie en Algérie

Dans le cadre de la garantie de la liberté d'expression, le Président Tebboune a assuré que la liberté d'expression était garantie en Algérie, mais dans les limites du respect de la loi et loin de tout alarmisme, affirmant qu'il s'appuie dans son rapport avec la presse nationale sur «le dialogue continu et l'effort de persuasion». Il a relevé que depuis son accession à la présidence de la République, le siège de la Présidence est ouvert à tous les médias publics ou privés. Néanmoins, a-t-il tenu à préciser, «il existe des choses inadmissibles tant pour nous que pour les journalistes qui dénoncent, eux aussi, cette confusion entre la notion de liberté et l'anarchie».

M. B.

Virus/En 24 heures

141 nouveaux cas de contamination et 6 décès

L'ALGÉRIE a enregistré six nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures en hausse par rapport à hier (3), portant à 459 le nombre de morts dans le pays depuis le début de la pandémie, a annoncé le porte-parole du comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie le Pr Djamel Fourar.

Le nombre de contaminations a augmenté de 141 avec 7 cas de moins par rapport à hier (148), pour atteindre 4295 cas confirmés, selon la même source.

En parallèle, le nombre de guérisons est estimé à 51 cas en 24h, pour atteindre au total 1872, selon le Pr Fourar.

Le porte-parole du comité scientifique a réitéré la nécessité de respecter les mesures de prévention consistant au confinement.

R N

Pour faire face à l'épidémie

Djerad appelle les citoyens à plus de prudence

■ *Pour endiguer la propagation de la pandémie du nouveau coronavirus, le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, appelle les citoyens à davantage de vigilance et de prudence.*

Ph. > D. R.

Par Louiza Ait Ramdane

Abdelaziz Djerad a rappelé que tous les pays du monde, y compris les plus développés, sont touchés par le coronavirus, c'est pourquoi il appelle les Algériens à la vigilance. «Les citoyens doivent faire preuve d'un esprit de responsabilité individuelle et collective», a-t-il soutenu. «Un travail imposant est effectué par les staffs médicaux pour la prise en charge des patients atteints de coronavirus et des moyens colossaux sont mobilisés par l'Etat pour appuyer les efforts des praticiens, et j'appelle le citoyen à prendre ses responsabilités et assumer son rôle dans la lutte contre le coronavirus», a-t-il précisé lors d'une visite dans la wilaya de Constantine. Cependant, Djerad a indiqué que «grâce à nos capacités économiques, sociales, humaines et médicales, nous avons pu limiter la propagation de l'épidémie du coronavirus». «Nous devons tirer toutes les leçons de cette expérience pour réformer le système de santé dans notre pays, et le personnel médical contribuera à la refonte de ce système en Algérie», a-t-il suggéré.

Relevant que dans le cadre de la coopération internationale l'Algérie a pu acquérir d'importants lots d'équipements et produits médicaux, le Premier ministre a assuré que la lutte contre cette pandémie repose sur deux axes, le traitement et la prévention. Il a, dans ce sens, souligné que l'implication efficace et effective du citoyen permet de préserver sa vie et celle de son environnement et consolide les efforts pour sortir de cette crise sanitaire, mettant également en avant le rôle des médias dans la sensibilisation aux risques du coronavirus. Djerad, qui a évoqué la situation épidémiologique à Constantine, a indiqué que l'Etat à travers le ministère de la Santé se déploie pour circonscrire la propagation de la pandémie et renforcer en moyens matériels et logistiques les structures de la santé pour aplatir la courbe de contamination. Il a ajouté que l'Etat œuvre, à partir de l'évaluation par les experts de la santé des bilans de la situation épidémiologique, à prendre les décisions qui s'imposent et à conforter le travail des différentes instances engagées dans la lutte contre la propagation du coronavirus. Le Premier ministre a par ailleurs déploré l'absence d'une synergie entre les laboratoires et les structures de recherche. «Nous avons eu plusieurs laboratoires de recherche depuis l'indépendance, mais il n'y a pas d'intégration», a déclaré le Premier ministre qui a souligné la nécessité d'intégrer un format de recherche national, en identifiant les experts au niveau national et les experts algériens à l'étranger. Il a indiqué que toutes les entreprises ont la capacité de créer des laboratoires de recherche, précisant que la recherche scientifique est désormais une nécessité dans tous les domaines.

L. A. R.

Pas d'année blanche

Le Bac de la session 2019-2020 aura bien lieu

«Il n'y aura pas d'année blanche et le baccalauréat de la session 2019-2020 aura bien lieu», assurent le président de la République ainsi que le ministre de l'Education nationale, sans donner de date exacte de la tenue du Bac, mais promettant une solution en fonction des résultats obtenus dans la lutte contre la pandémie de coronavirus. Le ministre de l'Éducation nationale a achevé mercredi une série de rencontres avec les partenaires sociaux de son secteur autour de l'avenir de l'année scolaire 2019-2020, du retour des élèves à l'école, du sort des examens de fin d'année ; mais aucune décision n'a été prise pour le moment. Le ministre de l'Education a néanmoins assuré qu'il n'y aura pas d'année blanche vu que le programme scolaire a été achevé à 80 %. Dans son discours, le président de la République a lui aussi indiqué que le Bac de la session 2019-2020 aura bien lieu. «Il y aura le Bac», a-t-il assuré et «il n'y aura pas d'année blanche», a-t-il encore rassuré. Pour la date de la tenue du Bac, le chef de l'État n'a rien avancé, promettant une solution en fonction des résultats obtenus dans la lutte contre la pandémie de coronavirus. L'avenir de l'année scolaire dépend donc des résultats obtenus sur le front de la lutte contre le Covid-19. De leur côté, les syndicats de l'Education avaient proposé plusieurs scénarios. Le secrétaire général du Syndicat national des travailleurs de l'Education (Snte), Abdelkrim Boudjenah, a déclaré qu'il était proposé de réduire la moyenne requise pour le passage à la classe supérieure à 9/20 pour le CEM et lycée et à 4/10 pour l'école primaire, précisant que ces mesures proposées seraient exceptionnelles en remplacement de la session de rattrapage qui offrait une deuxième chance aux élèves de passer à l'année suivante. Tandis que pour l'examen qui sanctionne le parcours scolaire des élèves avant d'intégrer l'enseignement supérieur, le baccalauréat, en l'occurrence, Boudjenah a indiqué qu'il était suggéré de retirer le troisième trimestre du programme scolaire dédié aux élèves qui passeront cet examen, car les cours n'ont pas été dispensés. Pour sa part, le secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs de l'éducation (Fnte), Ferhat Chabekh, a indiqué qu'il était proposé d'achever les leçons non dispensées au cours du mois de septembre pour tous les cycles de l'enseignement, ajoutant qu'il a été proposé de calculer les deux trimestres uniquement pour l'examen du BEM et celui de la 5e AP. Le président du bureau national de l'Unpef (Union nationale du personnel de l'Education et de la formation), Sadek Dziri, a déclaré que le ministère de l'Éducation estime qu'après le 14 mai, date de fin de la nouvelle mesure de confinement, la vision concernant le sort des examens de fin d'année du primaire et du moyen s'éclaircira, soulignant qu'il existe un accord pour reporter la session du Bac à septembre. Les syndicats de l'Education proposent, dans ce sens, d'annuler les examens de 5e AP et du BEM, suggérant de calculer les moyennes du premier et du deuxième trimestre pour les écoliers qui accéderont au CEM et les collégiens qui passeront au lycée. Alors que pour le baccalauréat, les organisations syndicales préconisent de le repousser à une date incluse entre fin septembre et début octobre. Sadek Dziri a indiqué que «dans l'éventualité où une décision serait prise de retourner dans les écoles, nous suggérons ici que l'affaire soit limitée aux niveaux moyen et secondaire, en prenant toutes les mesures de précaution, telles que la stérilisation des écoles, l'espacement et le port de masques». Enfin, toutes ces propositions son actuellement entre les mains du ministre de l'Education nationale qui donnera son verdict dans les prochains jours .

Thinhinene Khouchi

LA QUESTION DU JOUR

Prudence sur toute la ligne

Suite de la page une

Bien que la décrue s'observe partout, en premier lieu dans les pays voisins les plus atteints, l'Italie, la France et l'Espagne, nulle part on ne semble très pressé de passer à la phase de déconfinement. Même un pays comme la Tunisie, qui heureusement ne recense plus de décès depuis près d'une semaine, et dont le nombre des contaminés est particulièrement faible par rapport au nôtre, prend à cet égard tout son temps. Serait-ce que chacun de ces pays, dont le nôtre, attend de voir ce qui se passe chez les autres avant d'y aller de son propre déconfinement ? Ce serait le cas que ce ne serait pas étonnant. Jamais dans le passé, une épidémie n'a donné lieu à une échelle aussi grande à une réponse aussi uniforme. Pour le moment, ce n'est que dans le pays d'où est partie la pandémie que le déconfinement est effectif, et encore pas d'une façon égale sans l'ensemble de ses provinces. La Chine a donné l'exemple du confinement, puis celui du déconfinement. On aura pris plus de temps à la suivre dans celui-là que dans celui-ci. Il est clair que c'est la peur d'une deuxième vague qui explique cette prudence partagée. La première vague a été à ce point éprouvante, au double plan sanitaire et économique, qu'aucun Etat n'a envie d'en subir une deuxième. Ils préfèrent tous voir leur économie en payer un prix plus lourd que celui déjà consenti que de devoir revenir au confinement après avoir commis l'imprudence de le lever. A cela toutefois une condition : que leur économie puisse encore tenir le coup, qu'elle ne soit pas à un jour près de l'effondrement. A un jour près, tout le monde n'aura d'autre choix que de déconfiner. A des semaines du précipice par contre, tous les Etats ont préféré ne pas tenter le diable, par terreur d'une deuxième vague. Ni leur santé ni leur économie ne pourront la supporter. **M. H.**

Regards

Risque de propagation de la pandémie

Ces compatriotes indisciplinés qui nous inquiètent

Avant même de boucler une semaine d'un léger assouplissement du confinement imposé suite à la propagation du virus Covid-19 et voilà que les autorités du pays semblent prêtes à réviser leurs calculs.

Par Mourad Hadjersi

Ph. > D. R.

Ils ont tablé sur une prise de conscience citoyenne qui n'a pas été au rendez-vous. Il a suffi que la chefferie du gouvernement desserre un peu l'étau que voilà nos rues redevenues bondées de monde, et comme pour rajouter de la grisaille dans l'air, le nombre des personnes atteintes connaît une évolution exponentielle depuis une semaine, soit depuis le début du mois de ramadhan. Que s'est-il passé ? Pourquoi certains de nos concitoyens n'arrivent pas à mesurer la dangerosité de la situation et semblent vivre dans une bulle propre à eux en s'exposant à la pandémie et mettant, par conséquent, la vie des autres sur une balance aux prises d'un hasard de contamination ?

Tout d'abord, il faut savoir que les bilans inquiétants de la semaine dernière ne sont pas uniquement la résultante directe de cette ruée vers les marchés mais il faut souligner au passage que cet état de fait revient aussi, selon les spécialistes, à l'utilisation du scanner dans le dépistage ce qui a permis d'accélérer le rythme des tests et par conséquent la révélation de nouveaux cas. Cela ne justifie en rien l'irresponsabilité constatée chez certains de nos concitoyens et sans pour autant généraliser, disons que la majorité des Algériens semble respecter une discipline plus au moins correcte. Reste cette frange qui défie l'entendement et qui est personnalisée dans un melting-pot loin d'être homogène mais plutôt un mélange de profils psychologiques qui ne sont pas nécessairement faciles à cataloguer comme une catégorie à part et spécifique de notre société.

Partant de certaines différences inhérentes à chacun de ces groupuscules, nous pourrons s'aventurer à les classer en cinq groupes hétérogènes. Le premier groupe que nous pourrons dénommer les «suivistes», sont ceux, comme l'indique l'intitulé, qui suivent des discours et des analyses pas nécessairement consensuels. Les réseaux sociaux aidant, cette catégorie croit détenir des vérités que la majorité ignore, cela va des théories «complotites» aux discours réconfortants loin de toute logique scientifique, d'où ils ne croient même pas à l'existence même de la pandémie. La seconde catégorie pourrait être celle des «fatalistes» qui en vérité ne croient en rien, et voient ce fléau sanitaire comme une sorte de malédiction céleste qu'il faut supporter en ayant foi en Dieu pour qu'il nous protège par sa gratitude et sa bonté. Viennent ensuite ceux qu'on peut qualifier d'«anarchistes», qui sont loin de la doctrine proprement idéologique du terme mais plutôt des anarchistes dans leur mode de vie, ce sont ceux-là mêmes qui peuvent laisser des kilos des restes de leur déjeuner sur une plage un jour d'été ou qui dépassent la vitesse requise, avec ses risques d'accidents, sur le tronçon Bouira-Lakhadaria en se croyant sur le circuit de Monte-Carlo. Nous avons aussi ceux qu'on peut cataloguer de «nombrilistes» du fait qu'ils croient que le monde se résume autour de leur personne, leur famille et quand ils sont «généreux», ils pensent à leur entourage immédiat, voisins du quartier et peut-être collègues de travail. Ceux-là n'arrivent pas encore à imaginer l'existence du virus tant qu'ils n'ont pas vu un de leurs proches sur une civière, pour eux la pandémie n'existe qu'à la télé et sur internet. Et nous ne pourrons oublier les «opportunistes» identifiés chez certains commerçants qui tentent de rattraper les pertes de quelques semaines d'inactivité en s'inquiétant plus de la somme d'argent amassée à la fin de journée au détriment de la vie de leurs clients et même de la leur et celle de leur famille.

Face à ce dérapage inquiétant, s'il arrive à se poursuivre durant les semaines à venir, les pouvoirs publics doivent trouver les parades judicieuses afin de limiter des dégâts qui se profilent. Outre la rigueur dans l'application de la législation pour les professionnels du commerce et l'obligation de leur imposer une discipline de fer, il faut combiner la démarche avec une grande campagne de sensibilisation des citoyens indisciplinés, qui sont devenus dangereux pour la communauté, faut-il le rappeler, et dans ce chapitre la composante médiatique nationale (publique et privée) a un rôle capitale à jouer. Si les autorités ont les moyens d'imposer cette discipline citoyenne tant souhaitée par la force de la loi dans certaines situations, notre machine médiatique est-elle prédisposée et surtout capable de jouer son rôle de catalyseur et d'instrument civique susceptibles d'aider et tirer la société vers son salut face à cette épreuve ? Ceci est un autre débat…

Bonne fête (Journée de la presse), tout de même ! **M. H.**

Lutte contre le Covid-19

L'université lance une étude pour l'élaboration d'un tissu auto-désinfectant

L'université Akli-Mohand-Oulhadj de Bouira prévoit de lancer une étude au courant de cette semaine pour l'élaboration d'un tissu auto-désinfectant en collaboration avec l'école de Chimie de Rennes (France) et ce dans le cadre des efforts de lutte contre la pandémie du Covid-19, a annoncé, hier à l'APS, le recteur Lotfi Mouni. Déjà déposé et en attente de financement, «*ce projet sera lancé au cours de cette semaine en collaboration avec une équipe provenant de l'école de Chimie de Rennes* (France). *L'étude portera sur l'élaboration d'un tissu auto-désinfectant pour aider les médecins et les équipes soignantes engagés sur le terrain afin de se protéger davantage contre ce virus*», a expliqué M. Mouni. Selon les détails fournis par le recteur de l'Université de Bouira, cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'appel à projet lancé le 10 avril dernier par l'agence universitaire de la francophonie (AUF) visant à soutenir et encourager les initiatives des étudiants et des ingénieurs et des jeunes chercheurs afin de lutter contre la pandémie. «*Une fois le tissu auto-désinfectant élaboré et préparé, nous effectuerons des essais dans un laboratoire de virologie à Tizi Ouzou sous la houlette du professeur Houali Karim*», a encore précisé M. Mouni. «*Le tissu est destiné à un usage multiple pour produire des bavettes, des blouses et surblouses de protection ainsi que des couvertures*», a-t-il dit. Depuis le début du Covid-19 en Algérie, l'université de Bouira continue de s'impliquer davantage dans les efforts nationaux pour lutter contre la pandémie. Il y a un mois, une équipe d'étudiants et de professeurs de la faculté des Sciences de la nature et de la vie (SNV) ont réussi à produire une importante quantité de gel et de solutions hydro-alcoolique, qui a été distribuée sur des centres hospitaliers de la wilaya. «*Nous sommes prêts pour soutenir davantage les efforts du secteur de la Santé dans la lutte contre cette dangereuse maladie, qui a fait des centaines de milliers de morts à travers le monde*», a souligné le recteur de l'Université Akli-Mohand-Oulhadj de Bouira.

Mali B.

Tizi-Ouzou/Covid-19

Lancement dès cette semaine d'une opération «bavette pour tous» à Tigzirt

Une opération «bavette pour tous», consistant à fournir un masque visière à chaque personne, sera lancée cette semaine à travers la région de Tigzirt (nord de Tizi-Ouzou), dans le cadre de la prévention de la pandémie de coronavirus, a-t-on appris, vendredi, de la cellule locale de solidarité Covid-19. Cette opération d'envergure, entre autres décisions prises lors d'une réunion jeudi du collectif d'associations constituant cette cellule, vise à «*accompagner la population locale suite aux nouvelles mesures prises au niveau central à l'occasion du mois de ramadhan*», a indiqué à l'APS le Docteur Chaba Walid, un des responsables de cette cellule. «*Nous essayons de nous adapter en permanence et de modeler notre action sur le terrain en fonction de l'évolution de la situation et des décisions prises au niveau central, en l'occurrence, celles portant réouverture de certains petits commerces*», a-t-il expliqué. Outre cette opération d'envergure qui sera menée en collaboration avec l'ensemble des acteurs et partenaires de ladite cellule, d'autres actions ayant pour objectif de «*redynamiser l'esprit de vigilance*» des populations et à les accompagner dans leur vie quotidienne dans ce contexte de pandémie, ont été également prises lors de cette réunion. Il s'agit, notamment, énumère le Dr Chaba, de «*l'établissement d'un listing de tous les points noirs au niveau des 3 communes de la région* (Tigzirt, Mizrana et Iflissen) *et de la reprise des campagnes de sensibilisation sur la nécessité de se conformer aux mesures barrières, notamment la distanciation sociale dans les lieux publics ainsi que les recommandations d'hygiène*». Cette batterie d'actions a été adoptée, a-t-il précisé, «*en réponse à l'évolution de la situation sur le terrain au niveau de la région* (la plus touchée au niveau de la wilaya), *marquée ces derniers temps par une certaine accalmie dans la cadence des contaminations afin d'éviter un quelconque relâchement de vigilance*».

Maya G.

Pétrole

Les cours repartent à la hausse avec l'entrée en vigueur de l'accord Opep+

■ Les prix du pétrole retrouvaient vendredi l'orientation à la hausse de la séance asiatique, avec l'entrée en vigueur d'un accord mondial de baisse de la production d'or noir censé redonner un peu d'équilibre au marché.

Par Salem K.

Ph/D. R.

En début d'après-midi d'hier, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, valait 27,05 dollars à Londres, en hausse de 2,23 % par rapport à la clôture de jeudi. A New York, le baril américain de WTI pour juin repassait au-dessus des 20 dollars le baril, à 20,15 dollars, soit une hausse de 6,95 %. Il s'était envolé de 25 % jeudi, au lendemain d'un bond de plus de 20 %, en conclusion d'un mois chaotique qui a vu le contrat pour livraison en mai s'aventurer en terrain négatif. «*Le pétrole semble profiter de l'entrée en vigueur des coupes des membres de l'Opep+*», a estimé Han Tan, analyste. Même si ces dernières sont «*loin de compenser la chute de la demande, une reprise de l'économie mondiale entraînant une augmentation de la demande en pétrole apporte de l'optimisme sur le marché*», a-t-il ajouté. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses principaux partenaires, réunis au sein de l'Opep+, se sont accordés le 12 avril sur une réduction de leur production de 9,7 millions de barils par jour (mbj) sur deux mois, une mesure exceptionnelle qui entre en vigueur ce vendredi 1er mai. La réduction sera ensuite progressivement assouplie : elle sera de 7,7 mbj de juillet à décembre puis de 5,8 mbj de janvier prochain à avril 2022. Hors de l'accord, les Etats-Unis ont vu leur production diminuer pour la quatrième semaine de suite, selon les derniers chiffres publiés mercredi par l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA). La Norvège, plus gros producteur d'hydrocarbures d'Europe de l'Ouest, a annoncé mercredi une réduction de sa production de pétrole jusqu'à la fin de l'année afin de contribuer elle aussi à une stabilisation des prix. Malgré ces efforts de retrait de millions de barils quotidiens «en trop» sur le marché, M. Tan n'est pas le seul analyste à les trouver insuffisants face à une demande plombée par la pandémie de Covid-19. L'angoisse des investisseurs porte également sur une des conséquences du surplus : la saturation des capacités de stockage à court terme. Le marché scrute par conséquent les différents plans nationaux de «déconfinement», à même de permettre un redémarrage de l'activité économique et des transports, et donc de la demande en pétrole, mais aussi les signaux d'une «deuxième vague» de Covid-19 qui pourraient de nouveau précipiter les cours vers le bas. «*Les prix restent cependant extrêmement bas et les deux prochaines semaines verront probablement le retour d'une extrême volatilité*», a rappelé Craig Erlam, également analyste.

USA

L'industrie manufacturière plonge en avril mais moins que prévu

L'activité du secteur manufacturier aux Etats-Unis a comme prévu plongé en avril, lutte contre la pandémie oblige, mais s'est contractée moins que ne le craignaient les économistes. L'indice établi par les directeurs d'achats de l'association ISM publié vendredi est tombé à 41,5 % contre 49,1 % en mars. C'est le plus bas niveau depuis avril 2009, lors de la dernière récession déclenchée par la crise financière. Si l'activité manufacturière pourrait bien avoir atteint un plancher, Timothy Fiore, qui est en charge de mener l'enquête, a toutefois souligné que tant qu'il n'y aura pas de vaccin, les entreprises vont devoir mettre en place des mesures pour éviter la propagation du nouveau coronavirus qui aura forcément un impact sur la production. En-dessous de la barre de 50 %, l'indice correspond à une contraction de l'activité. Les nouvelles commandes ont particulièrement souffert en mars, reculant de 15,1 points de pourcentage par rapport à mars, pour s'établir à 27,1 %. C'est la plus forte chute depuis avril 1951. La production a baissé de 20,2 points de pourcentage à 27,5 %, le plus bas niveau depuis que l'enquête a été créée en 1948.

Maya G.

Iran/USA

L'Iran réfute les accusations US d'aide au secteur pétrolier vénézuélien

L'Iran a rejeté vendredi des déclarations américaines selon lesquelles Téhéran aiderait le Venezuela à reconstruire son industrie pétrolière, affirmant que Washington voulait faire pression sur les deux pays et perturber leurs liens commerciaux. Elliott Abrams, l'émissaire américain pour le Venezuela, a affirmé jeudi que ce pays d'Amérique latine, à court d'argent, payait en or l' Iran pour remettre sur pied son industrie pétrolière en difficulté, dénonçant une coopération grandissante entre ses deux ennemis, la République islamique et le président socialiste vénézuélien Nicolas Maduro. L'administration américaine a mis en place des sanctions unilatérales destinées à mettre fin aux exportations de pétrole de l'Iran et du Venezuela, tous deux des producteurs majeurs de brut. Le ministère iranien des Affaires étrangères a affirmé dans un communiqué que les déclarations de M. Abrams étaient «*sans fondements*», sans répondre directement aux accusations selon lesquelles la République islamique était payée en or.

R. E.

Pétrole : les recettes de l'Irak divisées par cinq en un an

Le pétrole irakien, unique source de devises du pays, a péniblement rapporté 1,4 milliard de dollars en avril, en raison de la chute des cours dans le sillage de la pandémie du nouveau coronavirus. Début mai 2019, Baghdad annonçait avoir engrangé plus de sept milliards de dollars pour 104 millions de barils exportés. Vendredi, le ministère du Pétrole a dit avoir gagné 1,4 milliard de dollars (1,27 milliard d'euros) en exportant 103,1 millions de barils. Cette recette est cinq fois moins importante qu'il y a un an à production équivalente. Le pays, deuxième producteur de l'Opep, est déjà dans une grave crise économique depuis des mois et n'a toujours pas voté son budget 2020, dont la première version tablait fin 2019 sur un baril à environ 56 dollars. Aujourd'hui, avec un baril à 13,8 dollars, les autorités vont devoir entièrement revoir leur copie pour assurer les énormes dépenses qui leur incombent, les défraiements des 8 millions de fonctionnaires et pensionnés du pays représentent déjà trois milliards de dollars de plus que les recettes pétrolières d'avril. En mars déjà, les 105 millions de barils exportés avaient rapporté 2,99 milliards de dollars (2,72 milliards d'euros). L'Irak, l'un des pays les plus riches en pétrole au monde, exporte 3,5 millions de barils par jour. Il a en outre un désavantage de taille, le baril de pétrole s'échange systématiquement quatre dollars moins cher que le prix du marché. En raison des différentes variétés d'or noir qu'il produit, l'Irak vend certains de ses barils pour moins de cinq dollars. Des désavantages qui ne font que s'ajouter aux conséquences de la chute des prix du pétrole sur les marchés mondiaux dans une économie qui ne

Changes

L'euro se stabilise face à un dollar fragilisé par des indicateurs décevants

L'euro se stabilisait vendredi face à un dollar fragilisé par des indicateurs économiques décevants. Vendredi matin, l'euro prenait 0,12 % face au billet vert, à 1,0968 dollar, au lendemain d'une hausse de 0,75 %. Il reste cependant encore un peu en-dessous de son cours moyen sur un an. «*Le dollar a subi une forte pression en raison de données économiques désastreuses et d'un nouvel assouplissement de la part de la Fed*», a expliqué Ipek Ozkardeskaya, analyste. Aux Etats-Unis, environ 3,8 millions de personnes ont déposé des dossiers de demande d'allocation chômage la semaine dernière, portant à plus de 30 millions le nombre total de personnes qui ont pointé au chômage en six semaines, selon les chiffres publiés jeudi par le département du Travail. Le département du Commerce a par ailleurs signalé que les dépenses à la consommation avaient baissé de 7,5 % en mars dans le pays et que les revenus des particuliers avaient reculé de 2 %. Par ailleurs, la Réserve fédérale américaine a annoncé jeudi qu'elle élargissait son programme de prêts destiné à aider les entreprises de taille moyenne à faire face à la crise. Jeudi, les investisseurs ont suivi les conclusions de la réunion de la Banque centrale européenne, qui ont eu un faible impact sur le cours de l'euro, même si une légère baisse a été temporairement observée après des déclarations de la présidente de l'institution, Christine Lagarde, selon lesquelles le directoire n'a pas discuté d'un élargissement du programme de rachat d'actifs.

Lyes G.

Pour une sortie de crise

Président Tebboune : l'Algérie prête à poursuivre son appui à la Libye

■Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé la disponibilité de l'Algérie à poursuivre son appui au peuple libyen, déplorant, par là même, "les graves dérives" en cours dans ce pays, notamment en ce mois sacré.

Par May H.

Lors d'une entrevue avec les responsables de médias nationaux, diffusée vendredi par la Télévision et la Radio nationales, le président de la République a affirmé : «Nous sommes en faveur de la légitimité populaire en Libye et nous souhaitons que la solution soit libo-libyenne». Evoquant la poursuite des combats en Libye, notamment en ce mois sacré de ramadhan, le Président Tebboune a déploré le fait que «nos frères en Libye s'entretuent et l'effusion du sang libyen continue sans que personne ne se soucie de la pandémie du Coronavirus», s'interrogeant «pourquoi tout cela, pour le pouvoir? Et où est l'Etat libyen ?». «La Libye est l'un des plus riches pays d'Afrique du Nord et du continent africain», a-t-il rappelé, ajoutant que «nous connaissons, en tant qu'Algériens, l'amertume d'une telle situation, nous avons vécu l'effusion du sang algérien et nous ne souhaitons pas cela à nos frères libyens». Il a réaffirmé, par ailleurs, que rien ne saurait être décidé concernant la Libye sans l'Algérie. Se disant inquiet quant aux «très mauvais signes» dans ce pays, M. Tebboune a averti que «si le feu n'est pas éteint, il ravagera toute la Libye, les pays voisins et non voisins». «La Libye est à quelques kilomètres de l'Italie, c'est pourquoi ce pays partage notre vision à cent pour cent», a-t-il précisé à ce propos. Après avoir rappelé que l'Algérie ne soutient aucune partie en Libye et dont la seule motivation était le soutien du peuple libyen, M. Tebboune a affirmé que «les solutions existent et je les ai exposées aux envoyés spéciaux des présidents qui ont fait le déplacement à Alger». «La solution c'est un Conseil national provisoire et une Armée nationale provisoire pour constituer un Gouvernement provisoire pour ensuite entrer dans la légitimité électorale», a expliqué le Président ebboune. «Nous étions très proches d'une solution à la crise libyenne, mais on ne nous a pas laissé faire car pour certains si l'Algérie parvenait à régler la crise libyenne cela la propulserait au-devant de la scène internationale et serait alors un pays ''dangereux'', en sus d'autres calculs géopolitiques», a-t-il poursuivi. Il a évoqué, dans ce sens, le refus de la désignation du diplomate algérien Ramtane Lamamra en tant qu'envoyé pour la Libye, estimant que ce dernier aurait pu parvenir à un règlement de la crise libyenne. Les tribus libyennes favorables toutes à une solution algérienne Réaffirmant que le cœur et la voix de l'Algérie étaient avec la Libye et qu'elle n'hésitera pas à l'aider, le Président Tebboune a assuré encore une fois que «l'Algérie n'avait aucune arrière-pensée économique ou géopolitique et ne recherchait ni influence ni autre chose». «Nous n'avons fait entrer aucune balle en Libye mais plutôt des aides et des médicaments», a-t-il poursuivi.

Ph/D. R.

«C'est pour moi cela le véritable voisinage», a déclaré le Président Tebboune, exprimant le vœu de voir les Libyens revenir au bon sens et à la sagesse. Le Président Tebboune a indiqué que «l'histoire finira par s'imposer car aucune crise n'a été résolue par les armes et tout le monde finit par se retrouver autour de la même table, alors autant le faire maintenant que plus tard en Libye», affirmant que toutes les tribus libyennes sont favorables à une solution algérienne. Déplorant «les graves dérives» en Libye, le président de la République a réitéré que «l'Algérie n'abandonnera pas ce pays», assurant que «de par notre intégrité et notre impartialité, nous sommes en mesure de solutionner le problème libyen». «La médiation algérienne est sollicitée partout dans le monde», a-t-il ajouté. Concernant le dossier libyen toujours, M. Tebboune a évoqué la Conférence de Berlin, s'étonnant que «3 000 tonnes d'armes ont été introduites en Libye deux mois après cette rencontre». Il s'est interrogé, à ce propos, «si c'est la stabilité de la Libye qui n'est pas souhaitée ou si c'est l'Algérie qui est ciblée…». «Qu'on laisse les Libyens régler leur problème et nous sommes disposés à les aider... C'est vrai que notre doctrine est que notre Armée ne sorte pas au-delà des frontières, mais techniquement nous pouvons apporter aide et assistance, notamment en matière d'organisation», a ajouté le président de la République».

M. H./APS

Prévention contre le Covid-19

Sahara occidental : satisfaction des résultats positifs enregistrés

Le coordinateur de l'état-major de l'Armée de libération populaire sahraouie (ALPS), Bidla Mohamed Ibrahim, a salué les efforts consentis par l'ALSP à travers la mise en œuvre de tous les programmes et les plans issus du 15e congrès du Front Polisario et de l'état-major général de l'ALSP, tout en exprimant sa satisfaction quant aux «résultats positifs enregistrés, à ce jour, en matière de prévention contre la pandémie du nouveau Coronavirus (Covid-19). Lors d'une réunion avec les directeurs centraux du ministère de la Défense, consacrée à l'évaluation du bilan enregistré durant le premier trimestre de l'année en cours en termes de défense et de sécurité, notamment au vu de la propagation de Covid-19, M. Bidla a exprimé sa «satisfaction quant au résultats positifs réalisés» jusqu'à aujourd'hui en matière de prévention contre la pandémie grâce au mécanisme national de prévention mis en place par le ministère de la Défense nationale, rapporte, vendredi, l'Agence de presse sahraouie. Le secrétaire général du ministère de la Défense sahraoui a affirmé que l'Etat avait mobilisé tous les moyens de l'Armée pour faire face à ce virus, saluant l'esprit d'entraide et de solidarité qui marque le peuple sahraoui en cette conjoncture délicate. Par ailleurs, l'Agence sahraouie a évoqué le dernier bilan sécuritaire, faisant état de la saisie d'une importante quantité de cannabis, outre l'arrestation de plusieurs trafiquants de différentes nationalités. 146 nouveaux cas confirmés au Maroc, 4 569 au total et 171 décès

Cent quarante-six nouveaux cas d'infection au coronavirus (Covid-19) ont été confirmés au Maroc pendant les dernières 24 heures, portant à 4 569 le nombre total des cas de contamination, a annoncé, vendredi, le ministère de la Santé. Le nombre de personnes déclarées guéries s'est élevé, jusqu'à vendredi à 16h00, à 1 083 avec 99 nouvelles rémissions, a indiqué le directeur de l'épidémiologie et de lutte contre les maladies au ministère de la Santé, Mohamed El Youbi, dans une déclaration retransmise par les médias. Le nombre de décès a été porté à 171 après l'annonce d'un nouveau décès au cours des dernières 24H, selon le ministère de la Santé qui invite les citoyens à respecter les règles d'hygiène et de sécurité sanitaire, ainsi que les mesures préventives prises par les autorités marocaines en faisant preuve de responsabilité et de patriotisme. Parmi les 146 nouveaux cas de contamination, 108 ont été détectés grâce au dépistage des personnes-contacts, soit un taux de 74 %, a-t-il relevé, précisant que ces cas sont diagnostiqués à un stade précoce, la plupart du temps avant qu'ils ne présentent de symptômes.

L. M.

Solidarité

Remise de 154 tonnes d'aides de solidarité du CRA aux réfugiés sahraouis

UN TOTAL de 154 tonnes d'aides de solidarité ont été remises vendredi par le Croissant-Rouge algérien (CRA) aux réfugiés sahraouis, à l'occasion du mois de ramadhan, a-t-on constaté.

L'opération a été présidée par la ministre de la Solidarité, de la Famille et de la Condition de la femme, Kawther Krikou, en compagnie de la présidente du CRA, Saida Benhabilès, qui ont donné le départ de la caravane devant le siège de la wilaya de Tindouf, en direction des entrepôts du Croissant-Rouge Sahraoui (CRS). La délégation ministérielle algérienne a été accueillie par le président sahraoui, Brahim Ghali, avant de remettre ces aides au Premier ministre sahraoui, Bouchraya Beyoun, et le président du CRS, Yahia Bouhbini. Dans une déclaration à la presse, Mme Krikou a indiqué que ce geste de solidarité de l'Algérie à l'égard du peuple sahraoui, qui n'est pas le premier, dénote encore une fois «l'esprit de solidarité des Algériens envers leurs frères sahraouis», qui s'inscrit dans le cadre d'un programme continu d'aides diverses à ce peuple frère, notamment en ce mois sacré de ramadhan coïncidant cette année avec la pandémie du Covid-19. La solidarité de l'Algérie avec le peuple sahraoui «ne date pas d'aujourd'hui, mais émane d'une conviction constante par laquelle le peuple algérien a démontré sa détermination à poursuivre sa solidarité et sa cohésion avec les frères sahraouis», a souligné la ministre. Et d'ajouter : "Il s'agit d'une position de solidarité et d'entraide de l'Algérie, peuple et direction, envers le peuple sahraoui, qui ne sera pas la dernière, et qui reflète une conviction profonde et constante du peuple algérien depuis des décennies". La ministre de la Solidarité, de la Famille et de la Condition de la femme, Kawther Krikou, a révélé que les aides de solidarité acheminées ce jour renferment des produits alimentaires de base, en plus de quelque 263 100 unités d'équipements médicaux et pharmaceutiques de prévention du Covid-19, dont des bavettes, des gants, des masques, des kits de tests rapides et des produits stérilisants.

Ali N.

Corée du Nord

Kim Jong Un réapparaît en public après trois semaines

Kim Jong Un a participé à l'inauguration d'une usine d'engrais vendredi, a affirmé l'agence de presse officielle KCNA, faisant part de la première apparition publique du dirigeant nord-coréen après des semaines de rumeurs sur sa santé.

Par Rosa C.

«*Le dirigeant suprême Kim Jong Un coupe le ruban pour l'inauguration de l'usine d'engrais phosphatés de Sunchon*», indique une dépêche de KCNA, qui a publié samedi des photos de l'événement, le montrant notamment aux côtés de sa sœur et conseillère Kim Yo-jong. Sur l'une de ces photos, on peut voir le dirigeant nord-coréen, revêtu de son habituel costume noir, couper un ruban rouge, sa sœur et d'autres dirigeants nord-coréens apparaissant en retrait, sans qu'il soit possible d'authentifier cette apparition. «*Il a assisté à la cérémonie, et tous les participants ont lancé des hourrah quand il est apparu*», a ajouté l'agence nord-coréenne. Kim a également visité l'usine, et a été «informé sur le processus de production», a encore indiqué KCNA. Le leader nord-coréen n'était pas apparu en public depuis qu'il avait présidé une réunion du Politburo le 11 avril. Le lendemain, les médias officiels avaient affirmé qu'il inspectait des avions de chasse sur une base militaire. Les interrogations sur l'état de santé de Kim Jong Un se sont multipliées depuis son absence remarquée aux célébrations du 15 avril. Cette journée est la plus importante du calendrier politique nord-coréen car tout le pays commémore alors la naissance du fondateur du régime, Kim Il Sung, son grand-père. Vendredi, d'après KCNA, «*le dirigeant suprême a dit avec profonde émotion que Kim Il Sung et Kim Jong Il* [père de Kim Jong Un], *qui ont travaillé dur pour résoudre le problème de l'alimentation pour le peuple, seraient extrêmement satisfaits s'ils apprenaient que l'usine moderne d'engrais phosphatés a été bâtie*». Les spéculations sur l'était de santé de Kim Jong Un étaient parties le 21 avril du Daily NK, média en ligne géré essentiellement par des Nord-Coréens ayant fait défection. Citant des sources non identifiées à l'intérieur du pays, le Daily NK avait affirmé que Kim Jong Un, âgé d'environ 35 ans, était dans un état préoccupant, souffrant en plus de son tabagisme, d'obésité et de surmenage. La chaîne CNN américaine avait alors rapporté que les États-Unis «*surveillaient des renseignements*» selon lesquels il était en danger de mort après une opération. Minimisant les rumeurs, le conseiller spécial à la sécurité nationale du président sud-coréen Moon Jae-in avait assuré le 26 avril que Kim Jong Un était «*vivant et en bonne santé*». Selon ce conseiller, Moon Chung-in, le dirigeant était à Wonsan, station balnéaire de la côte est de la Corée du Nord, depuis le 13 avril. De même le président américain Donald Trump, interrogé sur le sujet le 27 avril, avait semblé confirmer que Kim Jong Un était vivant. De nouveau interrogé vendredi à Washington, M. Trump a refusé de commenter les informations de KCNA. Les préoccupations entourant la «*disparition*» de Kim Jong Un révèlent surtout l'impréparation de la communauté internationale à l'instabilité en Corée du Nord, a estimé Leif-Eric Easley, professeur d'études internationales à l'université Ehwa de Séoul. «*Washington, Séoul et Tokyo ont besoin de renforcer leur coordination sur des plans en prévision de cette éventuelle disparition*», a-t-il déclaré. «*Si les photos de la réapparition de Kim sont authentiques, la leçon à en tirer est que le monde devra écouter davantage le gouvernement sud-coréen et moins les sources anonymes et les rumeurs sur les réseaux sociaux*», a-t-il encore ajouté. Le ministère de l'Unification en Corée du Sud a estimé que des «*écrits sans fondement*» avaient provoqué «*une confusion et des coûts inutiles dans divers domaines tels que l'économie, la sécurité et la société*». Selon lui, «*à l'avenir les informations concernant la Corée du Nord nécessiteront de prendre toutes les précautions*». L'état de santé du dirigeant nord-coréen est un secret d'État extrêmement bien gardé, dans un pays notoirement opaque vis-à-vis de l'étranger, et où la liberté de la presse n'existe pas. En 2011, il avait fallu deux jours après la mort de Kim Jong-il pour que l'information sorte du cercle très fermé des dignitaires de Pyongyang. En 2014, son fils et successeur Kim Jong Un avait disparu de la circulation pendant près de six semaines, puis était réapparu avec une canne. Au terme de plusieurs jours, les services de renseignements sud-coréens avaient assuré qu'il avait été opéré pour lui retirer un kyste à la cheville. Autre sujet de spéculation : l'épidémie de coronavirus, qui a durement touché les deux pays voisins de la Corée du Nord, Chine et Corée du Sud. D'après Pyongyang, aucun cas n'a été signalé dans un pays qui a fermé ses frontières et applique les précautions les plus strictes contre la maladie.

Ph. > D. R.

Commentaire

Embarras

Par Fouzia Mahmoudi

Alors que Donald Trump, qui gère depuis la Maison-Blanche la crise sanitaire qui frappe son pays et qui a déjà fait plus de 65 000 morts, est l'objet de nombreuses critiques, notamment concernant ses prises de positions contre le principe du confinement, son adversaire à l'élection présidentielle de novembre prochain est lui aussi sous le feu des critiques. Une ex-collaboratrice de l'ancien vice-président affirme en effet avoir été «*mise contre le mur*» puis embrassée par le candidat démocrate. Sans surprise, ce dernier se défend des accusations qui pèsent sur lui et a démenti ce vendredi les accusations d'agression sexuelle. Ces révélations ne sont pas sans perturber son début de campagne face au président Donald Trump. Joe Biden, 77 ans, a alors assuré par le biais d'un communiqué que ces allégations qui feraient référence à des faits des années 1990 «*ne sont pas vraies*». «*Cela n'est jamais arrivé*», a ajouté l'ex-vice-président américain. La supposée victime est Tara Reade, 56 ans. Elle accuse Joe Biden de l'avoir agressée sexuellement dans un couloir du Congrès américain, lorsqu'il était sénateur en 1993. Plusieurs anciens collaborateurs de Joe Biden travaillant au Sénat à la même époque qu'elle ont cependant assuré «*sans équivoque qu'elle n'était jamais venue vers eux pour en parler, porter plainte ou soulever cette question*», a souligné le candidat démocrate. L'accusation avait été démentie par l'entourage de Joe Biden. Mais depuis plusieurs semaines, elle assombrit sa campagne et le candidat lui-même était sous pression de s'exprimer personnellement. Joe Biden a aussi pointé qu'il n'existait pas de «*trace écrite*» d'une plainte déposée par Tara Reade à l'époque des faits. «*Il n'y a pas d'accord de confidentialité signé. Je n'ai jamais demandé à personne de signer un accord de confidentialité*», a par ailleurs déclaré l'ancien bras droit de Barack Obama. Aux États-Unis, les accusations d'agressions sexuelles donnent souvent lieu à une transaction financière par laquelle les victimes acceptent de garder le silence sur les faits. Joe Biden, qui mène une campagne en grande partie virtuelle depuis sa maison du Delaware en raison de la pandémie de coronavirus, cherche ainsi à sortir d'une séquence potentiellement dommageable pour sa campagne. Il doit retrouver de la visibilité sur d'autres thèmes, comme le choix de sa colistière. Il a annoncé qu'il choisirait une femme qui deviendrait, en cas de victoire, la première vice-présidente des États-Unis. Toutefois, peut-être encore plus que ces accusations, c'est bien l'état de santé de Biden qui pourrait être fatal à sa candidature, alors que les rumeurs se multiplient concernant un possible début de maladie d'Alzheimer. Un tel diagnostic le disqualifierait en effet immédiatement et mettrait les démocrates dans l'embarras, alors que les sondages leur sont pour le moment favorables en ces temps de crise mondiale. **F. M.**

Au nom de la sécurité nationale

Trump interdit l'utilisation d'équipements de réseau électrique étrangers

Le président américain Donald Trump a signé, vendredi, un décret visant à interdire l'importation et l'utilisation de certains équipements électriques dans le but de «*sécuriser le système de production et de transport d'électricité du pays*».

«*Les adversaires étrangers créent et exploitent de plus en plus de vulnérabilités dans le système de production et de transport d'électricité des Etats-Unis*», indique-t-il dans le décret, tandis que «*l'approvisionnement illimité depuis l'étranger d'équipements de système de production et de transport d'électricité constitue une menace extraordinaire pour la sécurité nationale, la politique étrangère et l'économie des Etats-Unis*».

Le texte interdit donc tout achat à l'étranger d'équipements présentant un risque pour la sécurité nationale, plaçant ainsi sous d'éventuelles restrictions les réacteurs, les condensateurs, les transformateurs, les générateurs et autres.

Il autorise à cette fin le ministre de l'Energie, Dan Brouillette, à prendre toutes les mesures appropriées pour mettre fin aux transactions en cours et futures. Ce dernier a d'ailleurs salué cette décision.

«*Ce décret réduira considérablement la capacité des adversaires étrangers à cibler nos infrastructures électriques critiques*», a-t-il dit dans un communiqué. «*Il est impératif que le système de production et de transport d'électricité soit protégé contre toute exploitation et attaque de la part de menaces étrangères*».

Le texte établit également un nouveau groupe de travail sur les politiques fédérales de marchés publics en matière d'infrastructures énergétiques afin de garantir que les considérations de sécurité nationale soient pleinement intégrées dans l'élaboration des politiques gouvernementales en matière de sécurité énergétique et de cybersécurité.

L'administration Trump a souvent cité des préoccupations de sécurité nationale pour limiter les activités économiques ou la coopération, ce qui a conduit à des accusations de protectionnisme. **H. Y.**

Festival virtuel du film à domicile d'Annaba

«Al Oum», du Syrien Nacif Chelche, remporte l'Arobase d'or

■ Le court-métrage syrien «Al Oum», de Nacif Chelche, a remporté l'Arobase d'or du Festival virtuel du film à domicile (Domum) d'Annaba, organisé sur l'Espace Bleu du 5 au 30 avril, a indiqué, dans la soirée de vendredi à samedi, dans un communiqué, le chargé de communication de cet événement culturel.

Par Ghanai Y.

L'Arobase d'argent a été décroché par le court-métrage «*Coroniyat Chicou*» de Lucia Filali du Koweït et celui de bronze est revenu à El- Hachemi Mestour et Mohamed Amine Bouzidi d'Algérie pour leur film «*Koulech yajouz*», lors d'une cérémonie virtuelle de remise des prix organisée sur Facebook pour récompenser les meilleures productions. Le prix du meilleur rôle féminin de ce Festival virtuel du film à domicile a été remis à Djoumana Yousfi d'Algérie pour son rôle dans le film «*Confinement au féminin*» et le prix du meilleur rôle masculin à Nasrdeddine Benrdjem pour son rôle dans «*La Karma*». Le jury de ce festival virtuel, le premier du genre en Algérie, a décerné le prix du rôle promoteur à Dahie Kabbi pour son rôle dans «*Dépression*», du public à l'Algérien Wassim Gherradi pour «*Cuarantina*» et le prix du meilleur scénario pour «*Al Oum*» de Nacif Chelche. La première édition du Festival du film à domicile, initiative artistique innovante en cette conjoncture sanitaire exceptionnelle, a été organisée par l'association culturelle Lumière de la Méditerranée d'Annaba avec le concours de la direction de wilaya de la culture, du Festival international du film amateur de Kélibia (Tunisie) et les Journées cinématographiques de Damas (Syrie) et en partenariat avec le Centre algérien de la cinématographie, a-t-on relevé. Pas moins de 56 courts métrages de l'Algérie et sept autres pays, tournés à domicile en cette période de confinement imposé par la lutte contre le Covid-19, étaient en lice dans ce festival culturel innovant qui a reçu un «*bon écho*» auprès des passionnés du 7e art et des familles de l'intérieur et de l'extérieur du pays, souligne-t-on Des formations sur les métiers du cinéma ont ponctué les journées du Festival virtuel du film à domicile (Domum) d' Annaba, marquées également une interaction et accompagnement techniques des amateurs du 7e art.

G. Y./APS

Tamazight

20 titres nouvellement coédités

Une vingtaine de titres en langue amazighe et sur tamazight ont été édités par le Haut-Commissariat à l'amazighité (HCA) en partenariat avec l'éditeur public Enag (Entreprise nationale des arts graphiques), a indiqué le HCA. Les actes de colloques et rencontres organisés par le HCA, et les œuvres d'auteurs ou de traducteurs «*dont le contenu est approuvé*» par l'institution chargée de la réhabilitation et de la promotion de la langue amazighe, a détaillé le SG du HCA, sont prises en charge à la faveur de ce partenariat éditorial. Par ailleurs, la «*prise en compte réglementaire de la propriété intellectuelle*» des auteurs en garantissant les droits de l'auteur par l'Enag, préalablement définis dans un contrat-type liant l'éditeur et l'auteur, constitue un aspect important de cette collaboration, estime Hachemi Assad. Les droits du traducteur sont également pris en charge par l'éditeur et notifiés dans un contrat-type entre l'éditeur et le traducteur dans le cas où l'ouvrage est une traduction de ou vers tamazight, indique encore le SG du HCA. La plus grande avancée réalisée grâce à cette coédition est le «*renoncement définitif à la gratuité du livre en tamazight*», qui bénéficiera ainsi du large réseau de distribution de l'Enag, apte à propulser la commercialisation de ces ouvrages à l'échelle nationale, s'est félicité Hachemi Assad. Le programme éditorial du HCA repose sur une thématique diversifiée recouvrant des disciplines aussi éloignées que la lexicographie, l'histoire, la littérature, tous genres confondus, ainsi que les actes de colloques sur les problématiques liées à la langue, la culture et la civilisation amazighes.

M. L.

Cinéma

Décès de Rishi Kapoor, légende du cinéma bollywoodien

L'acteur Rishi Kapoor, connu pour ses rôles dans des comédies romantiques à succès du cinéma indien, est mort jeudi à l'âge de 67 ans des suites d'une leucémie, ont rapporté des médias auprès de sa famille. L'annonce de sa mort intervient moins de 24 heures après la disparition d'une autre vedette de Bollywood, Irrfan Khan, rendu notamment célèbre à l'international pour son rôle dans «*Slumdog Millionaire*» (2008). Fils de la star indienne Raj Kapoor, il avait commencé sa carrière enfant en 1955 avant de connaître de grands succès dans les années 1970 dans une série de comédies romantiques, notamment «*Bobby*», sorti en 1973. Avec l'âge, il s'était fait aussi remarquer dans des rôles plus noirs dans «*Agneepath*» («Path of Fire», 2012) où il campait un trafiquant d'êtres humains ou «*Kapoor & Sons*» (2016) dans lequel il interprétait un grand-père amateur de pornographie. Connu pour son franc-parler il n'hésitait pas à évoquer sa lutte contre l'alcoolisme ou ses films, ironisant sur le fait que la plupart méritaient d'être jetés aux oubliettes.

Yanis F.

Propriété intellectuelle/Coronavirus

Une trop grande gratuité des produits culturels met en danger le secteur

L'avertissement, lancé par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (Ompi) intervient alors qu'entre en vigueur un nouveau traité conclu en 2012 et visant à protéger les droits des travailleurs de l'audiovisuel et à améliorer leurs revenus

Avec la pandémie de coronavirus, la gratuité des produits culturels – livres, films ou concerts – s'est répandue. Mais cette entorse à la propriété intellectuelle n'est pas sans danger pour un secteur déjà fragile, a averti mardi l'ONU. Cet avertissement, lancé par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (Ompi), intervient alors qu'entre en vigueur un nouveau traité conclu en 2012 et visant à protéger les droits des travailleurs de l'audiovisuel et à améliorer leurs revenus. Ces nouveaux droits vont permettre d'augmenter les paiements liés à la retransmission, au moment même où de nombreuses productions sont à l'arrêt en raison de la crise liée au Covid-19. «*Il est difficile de quantifier les conséquences sur le moment, mais le secteur est en détresse, avec de nombreuses personnes privées de ressources*», a affirmé le directeur général de l'Ompi, Francis Gurry, dans un entretien, faisant valoir par exemple que des centaines de personnes sont habituellement impliquées dans la production d'un seul film.

Soutenir le secteur de la culture

«*Le moment ne saurait être mieux choisi pour accroître le montant – et la prévisibilité – des revenus des artistes interprètes ou exécutants de l'audiovisuel, tandis que la pandémie de Covid-19 perturbe l'activité économique du secteur*», a-t-il relevé. Malgré l'adoption de ce traité, le patron de l'Ompi ne cache pas son inquiétude face à la situation actuelle de la branche économique de la culture. Les gouvernements doivent se préoccuper de la santé de leurs concitoyens, a reconnu Francis Gurry, mais ne pas non plus oublier de soutenir le secteur de la culture, qui est «*fondamental pour la santé mentale des personnes confinées*», a-t-il affirmé. Il s'inquiète aussi des nombreuses «*exceptions*» à la propriété intellectuelle demandées durant la pandémie «*sans regard pour le droit d'auteur*».

«Pour casser un droit d'auteur, il faut démontrer un besoin spécial»

Les systèmes de propriété intellectuelle prévus par l'Ompi comptent en effet des exceptions et limitations dans le secteur de la culture et de la création, qui facilitent l'accès aux livres, publications et autres contenus créatifs dans certaines circonstances et à certaines conditions. Durant la pandémie, des musées, opéras ou maisons d'édition ont mis gratuitement à disposition certains de leurs produits, arguant de la spécificité de la situation, mais Francis Gurry a appelé à rester prudent. «*Pour casser un droit d'auteur, il faut démontrer qu'il y a un besoin spécial*», a-t-il insisté, cette gratuité ayant aussi pour effet de réduire les revenus du secteur, et par ricochet des professionnels de la culture. Et dans le cas actuel, «*je ne vois pas forcément l'évidence d'un problème d'accès aux contenus*», a-t-il conclu, soulignant par exemple qu'il est toujours possible d'acheter des biens culturels, comme des livres, en ligne.

Le Traité de Pékin

Le «Traité de Pékin sur les interprétations et exécutions audiovisuelles», entré en vigueur mardi, adapte à l'ère du numérique la protection des professionnels du secteur, encadrée par la Convention de Rome sur la protection des artistes de 1961.

Dans la droite ligne d'un autre traité de l'Ompi, adopté en 1996 et ciblant les enregistrements sonores, le traité de Pékin accorde des droits moraux et économiques, y compris pour l'exploitation en ligne, aux artistes audiovisuels.

Le traité «*offre un cadre de protection pour les professionnels du secteur dont beaucoup passent d'un emploi à l'autre et vivent dans des conditions économiques précaires*», a souligné Francis Gurry.

R. C.

Ligue 1 française

Slimani et Delort dans l'effectif-type

LES DEUX attaquants internationaux algériens : Islam Slimani (AS Monaco) et Andy Delort (Montpellier) ont été retenus dans la liste des 23 meilleurs joueurs de la saison 2019-2020 de la Ligue 1 française de football, suspendue définitivement en raison de la pandémie de nouveaux coronavirus (Covid-19), dévoilée vendredi par le magazine France Football. Auteurs de 9 buts chacun au cours de la saison, Slimani (31 ans) et Delort (28 ans) figurent parmi les remplaçants, en obtenant respectivement la note de 5,64 et 5,58. Ils sont les deux Algériens à figurer dans cette liste des 23, avec l'absence remarquée du défenseur de l'OGC Nice Youcef Atal, opéré du ménisque en décembre, et dont la saison avait pris fin prématurément. Le onze type est composé de 5 joueurs du Paris SG, sacré champion de France, 3 du Stade rennais, 2 du Stade de Reims, et 1 de l'AS Monaco. Pour concocter cette équipe, FF s'est appuyé sur son habituel système de notation. En effet, comme chaque saison, la rédaction et ses correspondants attribuent des notes à chaque joueur qui évolue au moins 45 minutes dans chaque match de Ligue 1. La FFF a donc noté 279 rencontres du championnat de France avec un barème exigeant et précis.

Malgré ses excellentes prestations

Islam Slimani ne restera pas à Monaco

ISLAM SLIMANI ne devrait faire qu'une seule saison au sein du club princier de l'AS Monaco. Si l'on se fie à une information rapportée par *France Football* vendredi, les dirigeants monégasques ne lèveront pas l'option d'achat dont ils disposent pour le champion d'Afrique. Slimani appartient encore à Leicester City. Et pour l'enrôler définitivement, l'ASM doit débourser 10 M€. Un sacrifice auquel le club n'est pas disposé à s'astreindre. Les émoluments de l'attaquant algérien posent aussi problème vu qu'il touche 380 000 € par mois du côté de Louis II.

L'AS Monaco a d'autres plans pour son attaque. Pourtant, le rendement de l'ancien joueur du Sporting était tout sauf décevant du côté du Rocher. En 18 parties de Ligue 1, il a signé 9 buts marqués et offert 7 passes décisives. Slimani est donc bien parti pour retourner en Premier League. A moins que d'autres clubs français ne positionnent pour le recruter. On prête au LOSC et à l'Olympique Marseille un intérêt à son égard.

Jeux d'échecs

Amina Mezioud déclarée grand maître international féminin par la Fide

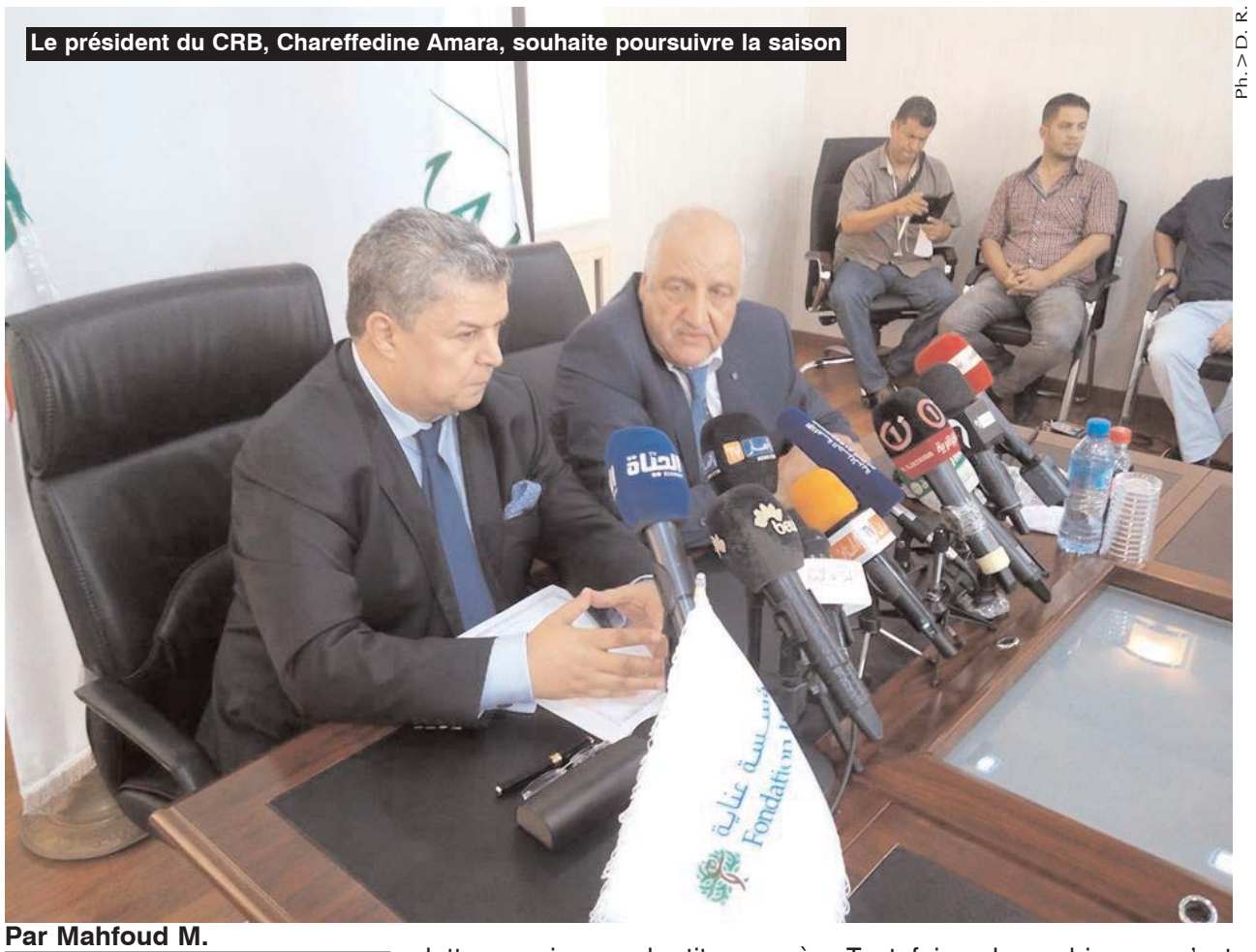
L'ÉCHÉPHILE algérienne Amina Mezioud a reçu le titre de grand maître international féminin (Woman Grand Master -WGM-), décerné par la Fédération internationale des échecs (Fide), a annoncé, jeudi soir, la Fédération algérienne (FADE) sur sa page officielle Facebook. Maître international féminin depuis 2005, Mezioud (31 ans) est la numéro 1 algérienne avec un classement Elo (système d'évaluation comparatif du niveau des joueurs d'échecs, ndlr), de 2 104 points, au 1er décembre 2019.

Mezioud compte plusieurs titres sur le plan arabe et africain, avec notamment cinq participations au Championnat du monde d'échecs féminin (2006, 2010, 2012, 2015, et 2017). Le titre de grand maître international féminin (WGM) est le plus haut titre d'échecs féminin avec celui de championne du monde d'échecs. La Fide a introduit ce titre en 1976, rejoignant le titre de rang inférieur précédemment introduit de maître international féminin 10. Le WGM représente un niveau de compétence aux échecs inférieur à celui du titre de grand maître international mixte (2 300 points Elo au lieu de 2 500 pour les hommes) et les exigences de WGM sont également inférieures à celles du maître international mixte (2 400 points pour les hommes). La gagnante du Championnat du monde d'échecs junior se voit automatiquement attribuer le titre de grand maître international féminin. La championne du monde d'échecs féminin se voit automatiquement attribuer le titre de grand maître international (mixte) si elle ne la détient pas déjà, tandis que la finaliste reçoit le titre maître international (mixte) et une norme de GMI11.

Reprise des championnats

Les clubs divisés entre favorables et opposants

■ La décision de reprendre les championnats des Ligues I et II, qui fait son chemin avec les dernières déclarations des responsables de la LFP et de la FAF, est différemment appréciée par les acteurs de la balle ronde nationale.


Le président du CRB, Chareffedine Amara, souhaite poursuivre la saison

Ph. > D. R.

Par Mahfoud M.

Ainsi, certains appuient catégoriquement cette décision et pensent qu'elle est sage et logique. Il faut savoir que ces déclarations émanent surtout des équipes qui luttent encore pour le titre de champion ou une place qualificative à une compétition africaine ou arabe. C'est le cas du CR Belouizdad, actuel leader de la Ligue I, dont la direction a été claire à ce sujet, affirmant qu'elle ne souhaite pas que le championnat s'arrête et qu'elle est pour la reprise de la compétition après la fin de cette crise sanitaire due à la propagation du coronavirus. Des formations comme le MC Alger qui lutte aussi pour le titre ou à défaut une place africaine et l'ESS qui est en course en championnat et en Coupe d'Algérie ont souhaité aussi que le championnat reprenne. Pour ce qui est des formations du bas du tableau, à savoir le DRBT, le NCM et le NAHD, elles souhaitent que la LFP décrète un championnat à blanc pour échapper au purgatoire, même si elles savent que les chances de voir ce scénario se produire sont minimes, surtout avec la déclaration du président de la FIFA, Infantino, qui avait clairement estimé que les championnats nationaux devraient reprendre, laissant tout un chacun d'en déterminer les modalités. Toutefois, chose bizarre, c'est cette sortie du président de la JS Saoura, Mohamed Zerouati, qui a expliqué dans une déclaration à la Radio nationale qu'il était pour un arrêt définitif du championnat national à cause de la pandémie.

«*Personnellement, je pense qu'il faut mettre fin à l'exercice sportif en cours et débuter la réflexion sur la saison prochaine*», a indiqué le patron du club de Béchar.

Mohamed Zarouati a ajouté : «*La situation sanitaire que traverse le pays actuellement avec la pandémie ne nous permet pas de reprendre la compétition*».

M. M.

Huit semaines pour terminer la saison en cours

Le reste de la saison 2019-2020 des Ligues 1 et 2 est programmé sur une période de 8 semaines, dès la levée du confinement et après une période de préparation de 5 à 6 semaines quelle que soit la date qui sera arrêtée par les pouvoirs publics, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF). Cette feuille de route a été arrêtée jeudi, lors de la réunion statutaire du Bureau fédéral, tenue par visioconférence, sous la présidence du président de la FAF, Khireddine Zetchi, et en présence, entre autres, du président de la Ligue, Abdelkrim Medouar. «*La poursuite de la saison 2019-2020 se déroulera sur une période de 8 semaines. Il s'ensuivra une phase de repos total d'au moins 1 semaine aux joueurs, puis une autre active d'un mois qui amorce le début de la période d'enregistrement*», a indiqué, vendredi, un communiqué de la FAF, ajoutant que ce n'est qu'après cette phase que la nouvelle saison débutera à une date à préciser ultérieurement. Pour les Championnats amateurs (LNFA et LIRF) de la catégorie seniors, ils seront calqués sur les championnats professionnels des Ligues 1 et 2 (éventuellement à une semaine près), précise l'instance fédérale. «*Les Championnats amateurs* (LNFA et LIRF) *devront reprendre selon le même protocole et les mêmes modalités, alors que les championnats amateurs de wilaya qui n'ont pas encore pris fin et dont les leaders sont mathématiquement champions s'arrêtent officiellement*», a expliqué la FAF. Concernant les Championnats dont l'issue n'est pas encore précisée, ils donneront lieu à un play-off entre les clubs toujours en lice pour le titre et le département de coordination des ligues est chargé d'établir une situation exhaustive pour chaque ligue. Cette feuille de route retenue par le Bureau fédéral de la FAF sera transmise au ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) afin qu'elle soit examinée et validée par les pouvoirs publics. De même que les clubs seront appelés à l'enrichir. S'agissant du huis clos, il sera strictement instauré lors des entraînements et les instances du football dépêcheront des délégués pour veiller au strict respect de cette mesure, et ce, compte tenu de la situation actuelle de la pandémie de Covid-19 en Algérie. Pour le déroulement des rencontres, le huis clos sera décidé en fonction des modalités de déconfinement et des décisions et mesures de confinement prises dans ce sens par les autorités sanitaires (ministère de la Santé) et autres règles décidées par les pouvoirs publics pour endiguer cette crise seront respectées. Au sujet des infrastructures sportives pour les entraînements et pour les rencontres de championnats, la FAF et la LFP, ainsi que les Ligues de football amateur se rapprocheront du MJS et des collectivités locales pour examiner les modalités d'accès.

LE JOUR D'ALGERIE

Votre quotidien national

http://www.lejourdalgerie.com

3 mai

Renforcer le professionnalisme pour une mutation viable pour les médias

LE SECTEUR des médias en Algérie est «riche» de sa diversité mais gagnerait «à renforcer son professionnalisme» pour être en phase avec les mutations du moment, ont estimé des professionnels et spécialistes des médias.

C'est de l'avis de Djamel Maafa, responsable du site d'information électronique Algérieinfos, qui, interrogé par l'APS, à la veille de la commémoration de la Journée internationale de la liberté de la presse, a soutenu que «le secteur des médias a connu beaucoup d'avancées» mais souffre néanmoins «d'insuffisances». Pour lui, la diversité du champ médiatique est en soi un «acquis très important», mais, a-t-il précisé, cette diversité n'équivaut pas au professionnalisme du secteur. «Nous assistons ces jours-ci, notamment dans certains programmes audiovisuels, à des productions au contenu regrettable foulant aux pieds les règles élémentaires du métier», a-t-il déploré, relevant que la qualité faisait défaut, en dépit de la multitude des programmes.

Il a plaidé pour des réformes «profondes» des médias pour prétendre au professionnalisme, ajoutant que partout dans le monde, des changements sont opérés, d'où la nécessité d'être en adéquation avec ces mutations.

Evoquant cette mutation des médias, il a mis en avant la nouvelle tendance qu'est la profusion des médias électroniques, estimant toutefois que la profusion de titres papiers (près de 150 titres) ne reflète pas la réalité de ces mutations.

Concernant le secteur audiovisuel, M. Maafa (ancien journaliste de la Télévision nationale et responsable d'une chaîne TV privée) a estimé que cette «ouverture a échoué», notant qu'il était important de revoir ce dossier, en se concertant et en associant les véritables acteurs et professionnels, tant ce secteur est stratégique pour le pays. De son côté, le secrétaire général du Syndicat national des journalistes, Kamel Amarni, a observé que le secteur des médias était en train de passer par une «période exceptionnelle» du fait de l'environnement politique économique et social pour aboutir à «des mécanismes universellement admis», en termes de liberté de la presse et syndicale.

Il a relevé, dans ce sillage, que la liberté de la presse était «indissociable» de la situation sociale des journalistes, qui est «malheureusement dans un état catastrophique» (même si ce n'est pas le cas de tout le monde), expliquant qu'une bonne partie souffre de problèmes en termes de déclaration à la sécurité sociale, sont mal payés ou carrément ont perdu leurs emplois.

Evoquant les réformes engagées par le ministre de la Communication notamment en ce qui concerne la presse électronique, M. Amarni a indiqué que «nous en sommes qu'au début de ces chantiers (la pandémie de coronavirus a ralenti notamment beaucoup ce chantier), rappelant que l'organisation de cette presse a été l'une de leur revendication. «Il faut absolument mettre en place les instruments juridiques pour encadrer cette nouvelle expression journalistique», a-t-il plaidé, appelant les autorités à se pencher sur la situation des journalistes en précarité pour leur trouver des solutions qui préservent leur «dignité».

Pour sa part, le spécialiste des médias, Laïd Zeghlami, a regretté le fait que la presse restait toujours «otage de la rente publicitaire et d'une gestion bureaucratique» empêchant ainsi sa «pleine» expression et évolution.

Il a ajouté qu'actuellement «beaucoup d'efforts» étaient entrepris mais restaient «en deçà des espérances souhaitées» par les professionnels du secteur, relevant qu'il y a toujours «les séquelles de l'ancien régime.

Pour lui, il y a une multitude de contenus sur différents supports (notamment les programmes audiovisuels), mais ils sont à parfaire tant ils ne répondent pas aux critères de qualité de professionnalisme. Il a appelé, dans ce sens, au respect des règles de déontologie et d'éthique et à prévaloir le sens du professionnalisme dans l'exercice du métier, mettant l'accent sur la nécessité pour les médias d'opérer cette mutation numérique en incorporant dans leurs communication les différents supports numériques et les réseaux sociaux, pour assurer leur survie.

H. Y./APS

Protection civile

Plus de 600 opérations de désinfection générale en 48 heures

■ *Les unités de la Protection civile ont effectué 636 opérations de désinfection générale au cours des dernières 48 heures dans 298 communes relevant de 38 wilayas du pays dans le cadre de la lutte contre la propagation de nouveau coronavirus (Covid-19), indique un bilan de cette institution rendu public samedi.*

Par Racim S.

Les éléments de la Protection civile ont effectué, en outre, 533 opérations de sensibilisation à travers 326 communes relevant de 33 wilayas portant sur l'épidémie du Covid-19, rappelant aux citoyens la nécessité de respecter le confinement ainsi que les règles de distanciation social, ajoute la même source qui précise que 2 670 agents ont été mobilisés pour ces deux actions. Il a été également procédé à la mise en place de dispositifs de surveillance dans 3 sites d'hébergement destinés au confinement dans les wilayas de Khenchela et Alger. Par ailleurs, 6 personnes ont trouvé la mort et 199 autres ont été blessées dans 163 accidents de la route survenus au cours de la même période. Les secours de la Protection civile sont, d'autre part, intervenus pour l'extinction de 6 incendies, dont un qui s'est déclaré dans un dortoir construit en préfabriqué dans la commune de Berriane, dans la wilaya de Ghardaïa, et ayant causé des gênes respiratoire à 5 personnes. Un autre incendie survenu dans un dépôt de vêtements à Oran a causé des brûlures de 1er degré à 3 agents de la Protection civile lors de leur intervention pour circonscrire le sinistre.

Safy T.

Présidence

Tebboune préside aujourd'hui une réunion du Conseil des ministres

Le Conseil des ministres tient aujourd'hui sa réunion périodique sous la présidence de M. Abdelmadjid Tebboune, Président de la République, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, a indiqué, hier, un communiqué de la Présidence de la République. «Le Conseil des ministres tiendra dimanche matin le 3 mai 2020 sa réunion périodique sous la présidence de M. Abdelmadjid Tebboune, Président de la République, Chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale», lit-on dans le communiqué. L'ordre du jour de cette réunion prévoit essentiellement l'examen et l'adoption de l'avant-projet de loi de finance complémentaire pour l'exercice 2020, et des exposés relatifs à la réorganisation de l'année scolaire en cours, du système numérique d'encadrement et de suivi de l'approvisionnement du marché en produits de base, outre la relance du dispositif d'appui à l'emploi de jeunes, a ajouté la même source.

R. N.

Grèce

Fort séisme de magnitude 6.0 près de la Crète

UN SÉISME de magnitude 6.0 s'est produit hier 2 mai, à 12h51 UTC, à moins de 100 km de la Crète, a déclaré le Centre sismologique euro-méditerranéen (CSEM). Selon le centre, le foyer du tremblement de terre se trouvait à 10 km de profondeur. Son épicentre a été localisé à 97 km au sud d'Ierapetra (Crète) et à 462 km au sud-est d'Athènes.

(APS)